

NOM de l'AERS	Thèmes traités par l'institution	Textes relatifs au champ de compétence	Commentaires
Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)	<b>Parcours d'accès à l'emploi</b>	<p><a href="#">Décret n° 97-244 du 18 mars 1997 modifié portant création d'une délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle</a></p> <p><a href="#">Arrêté du 4 mai 2017 modifié portant organisation de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle</a></p>	<p>Consulter l'organigramme de la DGEFP pour mieux comprendre ses domaines d'intervention dans les champs emploi / formation : <a href="https://travail-emploi.gouv.fr/ministere/organisation/organisation-des-directions-et-services/article/organisation-de-la-delegation-generale-a-l-emploi-et-a-la-formation">https://travail-emploi.gouv.fr/ministere/organisation/organisation-des-directions-et-services/article/organisation-de-la-delegation-generale-a-l-emploi-et-a-la-formation</a></p>
	Programmes de lutte contre le chômage des jeunes (contrat d'engagement jeune, dispositif 1 jeune 1 solution) et animation du réseau des Missions locales		
	Conventionnement avec les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) comme les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), les associations intermédiaires (AI), les entreprises d'insertion (EI) ou les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)		
Dispositif des expérimentations territoires zéro chômeur de longue durée (ETZCLD)			

	Formation professionnelle des travailleurs handicapés		
	Suivi de l'activité de l'AGEFIPH		
	Partenariats avec les Cap emploi (opérateurs spécialisés de placement des personnes en situation de handicap)		
	Suivi des maisons de l'emploi		
	Questions relatives au marché du travail et au placement : réglementation, analyse des besoins de main d'œuvre, accès des travailleurs étrangers au marché du travail, lutte contre les discriminations pour l'accès au marché du travail		
	Co-présidence de la commission Label Diversité chargée de la labellisation de structures dans le champ Diversité et Egalité professionnelle		

<b>Politiques de formation et du contrôle</b>		
Financement de la formation professionnelle des actifs		
Compte personnel de formation en lien avec la Caisse des dépôts et consignations		
Tutelle de l'AFPA (agence nationale pour la formation professionnelle des adultes)		
Tutelle de France compétences		
Tutelle de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme		
Tutelle du centre pour le développement de l'information sur la formation permanente		
Suivi réglementaire et financier des opérateurs de compétences (OPCO)		
Cadre juridique de développement et de reconnaissance des certifications professionnelles		

	Elaboration et développement des titres professionnels		
	Validation des acquis de l'expérience		
	Développement de l'apprentissage et de l'alternance en général (contrats de professionnalisation, contrats d'apprentissage et promotion et reconversion par alternance)		
	Contrôle de la formation professionnelle		
	Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle		
	<b>Mutations économiques et sécurisation de l'emploi</b>		
	Accompagnement des branches professionnelles et des entreprises dans les démarches d'anticipation et de gestion des effets des mutations économiques, sociales,		

démographiques et technologiques (contractualisation d'engagements de développement de l'emploi et des compétences - EDEC)		
Déploiement des démarches de gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences au niveau des entreprises, des branches et des territoires		
Conception, mise en œuvre et suivi de l'activité partielle		
Conception, mise en œuvre et suivi du Fonds national pour l'emploi / formation		
Accompagnement des licenciements collectifs (plan de sauvegarde de l'emploi, congé de reclassement, contrat de sécurisation professionnelle)		
Déploiement des pratiques de revitalisation territoriale		

	Mobilisation au niveau national du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation		
	Restructurations et plans de sauvegarde dans l'emploi (PSE)		
	Politiques de l'emploi des salariés âgés (aide à l'embauche en contrat de professionnalisation, CDD senior, parcours emplois compétences, allocation d'aide au retour à l'emploi, allocation de solidarité spécifique)		
	Indemnisation des travailleurs privés d'emploi		
	Agrément des accords d'assurance chômage		
	Tutelle de Pôle emploi (mission de gestion et de versement des allocations chômage)		
	<b>Financement et modernisation</b>		
	Responsabilité des crédits budgétaires de l'Etat consacrés aux politiques de l'emploi et de la formation		

	professionnelle (programmes 102 et 103, compte d'affectation spéciale du Fonds national de modernisation de l'apprentissage)		
	Fiabilisation des systèmes d'information pour le suivi des dispositifs pour les opérateurs suivants : Agence de services et de paiement, Pôle Emploi, Caisse des dépôts et consignations, Missions locales		
	<b>Europe et international</b>		
	Règlements en matière d'aides d'Etat dans le champ emploi / formation		
	Gestion des programmes européens nationaux cofinancés par le Fonds social européen		
	<b>Divers</b>		
	Pilotage des plans d'investissement dans les compétences et pactes conclus à cet effet avec les Régions		

	Conclusion de marchés publics nationaux dans le champ emploi / formation (formations rares et émergentes)		
	Versement de subventions (appels à projet ou conventions) dans le champ emploi / formation		
	Secrétariat de la Sous-Commission de l'emploi, de l'orientation et de la formation professionnelles (SC EOFP) de la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle (CNNCEFP)		
	Tutelle et suivi de plusieurs opérateurs de l'Etat : <ul style="list-style-type: none"><li>- Pôle emploi</li><li>- ASP</li><li>- EPIDE</li><li>- AFPA</li><li>- Centre Inffo</li><li>- France compétences</li></ul>		

	Services déconcentrés de la DGEFP : <ul style="list-style-type: none"><li>- DREETS / DRIEETS / DDETS</li><li>- DEETS / DEETS-PP</li><li>- DGCOPOP</li></ul>		